

SNPMEN



ScandaLAB : coup de force, mépris, gabegie et...casse du statut

Nous n'avons appris qu'incidemment qu'il avait été décidé d'évacuer de leurs bureaux pour d'autres locaux la très grande majorité des collègues qui travaillent au rez-de-chaussée du 110 rue de Grenelle. La plupart de ces collègues relèvent de la sous-direction de la logistique (courrier, standard, chauffeurs...), mais aussi de la DNE.

Pourquoi une telle évacuation, car c'est bien à cela que ressemble l'opération compte tenu de son caractère précipité ? Eh bien, **pour installer, sur près de 350 m2 et à la demande du ministre, un... LAB**. De quoi s'agit-il ? Personne parmi les responsables de l'administration n'a, pour l'instant, été en mesure de nous fournir de réelles précisions à ce sujet. Il s'agirait d'un « espace d'innovation » et débrouillez-vous avec ça. Il semble, cependant, que cet « espace » soit destiné à être ouvert au public. Quel public ? Aucune information sur ce point.

Coup de force

On vide 350 m2 de bureaux au cœur du ministère qui seraient désormais affectés à de nouvelles missions dont le contour n'est nullement indiqué avec, qui plus est, ouverture au public, mais aucune consultation du CTAC n'est prévue. On ne va tout-de-même pas s'encombrer de telles formalités quand on promet un état d'esprit startupien et innovant.

Seule « concession », la convocation du CHSCT lundi 12 mars (avec vote ou pas ?), mais les cartons sont déjà dans les bureaux des collègues concernés et les premiers déménagements interviendront dès la semaine du 12 mars, c'est-à-dire, juste après la tenue du CHSCT. Attendront-ils même la fin du CHSCT ?

Mépris

Ce mépris pour les instances statutaires n'est que le pendant du mépris affiché à l'égard des personnels eux-mêmes. L'administration prétend que les agents concernés n'y perdront rien puisque le ministère récupère des locaux au 99 rue de Grenelle. Le problème, c'est que, dans l'affaire, **ces agents se voient rogner les surfaces qu'ils occupent actuellement de plus de 70 m2.**

Les collègues du standard, comme les chauffeurs, perdent de la surface de bureaux. Tout le monde comprendra, par exemple, qu'un resserrement de nos collègues du standard ne peut que conduire à une nette détérioration de leurs conditions de travail dans la mesure où, par définition, les appels téléphoniques ne cessent pas de la journée dans leur bureau.

Qui plus est, les locaux nouvellement attribués sont, pour beaucoup, nettement moins bien adaptés aux tâches assumées par les personnels qu'on veut y transférer. C'est le cas, par exemple, du service du courrier qui doit pouvoir loger un certain nombre de machines et disposer d'un local offrant, notamment, une hauteur de plafond suffisante.

Et l'administration a l'outrecuidance de mettre en avant sa volonté d' « associer les agents à la définition des nouvelles implantations » en évoquant même « le choix du lieu d'arrivée », mais en ayant la prudence d'ajouter « quand cela est possible ». Qui oserait prétendre que les collègues du standard ou les chauffeurs ont choisi de réduire la superficie de leurs bureaux ?!!

L'administration ne voit, manifestement, pas de raison de s'imposer des limites au cynisme puisque, dans le même temps où cette opération se met en place, la Secrétaire générale vient de s'adresser à tous les personnels pour le lancement du « Prix Impulsions 2018 » qui serait orienté, en particulier, sur... l'amélioration de la qualité de vie au travail !!

Les personnels touchés par l'opération LAB ne seront certainement pas les seuls à s'indigner. Il est facile d'imaginer ce que pourront en penser, entre autres, les collègues de la rue Regnault entassés à 6-7 dans des open space et qui ont un mal fou à obtenir ne serait-ce que des petites armoires pour se créer un semblant d'espace personnel.

Gabegie

Il ne serait pas possible de répondre aux attentes des personnels, mais, dans le même temps, on est prêt à engager d'importantes dépenses (dont l'administration refuse de nous indiquer le montant et de quel droit ?) pour installer le LAB dans des locaux qui avaient déjà fait l'objet de travaux très conséquents tout récemment. Parmi ceux-ci, le hall du 110 rue de Grenelle lui-même qui a connu une rénovation de fond en comble, rénovation qui s'est terminée il y a moins de deux ans et qui avait été précédée de celles des locaux du courrier et du standard !

Et casse du Statut

La plupart des personnels informés de cette opération sont, à juste titre, scandalisés. Cette réaction est d'autant plus légitime qu'il apparaît **très difficile de détacher l'opération de l'ensemble des mesures annoncées par le gouvernement contre la Fonction publique.**

On en appelle au public, et donc à tous les groupes de pression, pour proposer des « innovations » en matière de fonctionnement de notre ministère, et ce, au sein même des locaux de l'administration centrale. On le fait au moment où le gouvernement a fixé le cadre de ces « innovations » : casse du statut par le recours massif aux contractuels et l'instauration du « salaire au mérite » contre le droit à la carrière inscrit dans les statuts particuliers, 20 000 suppressions d'administratifs de l'Education nationale, réduction du périmètre des ministères par transferts de missions au privé ou abandon de missions.

Comment pourrait-on imaginer que le LAB soit autre chose qu'un instrument de plus au service de la mise en œuvre de ces orientations ?

Pour sa part, notre syndicat se prononce sans ambiguïté contre cette opération,

• contre toute réduction des surfaces dont disposent les services installés au rez-de-chaussée du 110 rue de Grenelle, • contre toute dégradation des conditions de travail des collègues travaillant dans ces services, • pour que les crédits destinés à la création du LAB soient réaffectés à une véritable amélioration des conditions de travail des agents de l'administration centrale, • pour une convocation la plus rapide possible du CTAC à ce sujet et sans que cette instance soit mise devant le fait accompli.

LE 22 MARS,

**LES FÉDÉRATIONS DE FONCTIONNAIRES FO, CGT, FSU, SOLIDAIRES, CFTC ET CGC
APPELLENT À LA GRÈVE ET À LA MANIFESTATION.**

Le SNPMEN-FO appelle les personnels de l'administration centrale à la grève sur leurs revendications ce jour-là et vous précisera l'heure et le lieu de la manifestation à Paris